

**Nations unies - Irak - MANUI -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 06 novembre 2018)

Merci Monsieur le Président,

Je tiens également à remercier le Représentant spécial Jan Kubis pour cette présentation, à un moment important pour l'Irak. Je veux aussi saluer son engagement personnel dans les fonctions qu'il quitte et qu'il a exercé avec une détermination exemplaire, dans un contexte difficile. Je reviendrai sur les derniers développements du processus électoral, les défis qui restent à relever pour parvenir à un Irak stable, inclusif et prospère, et sur le plein appui de la France à ces efforts, ainsi qu'au travail de l'ONU.

1. Premièrement, comme vient de l'exposer Jan Kubis, nous avons vécu cette année en Irak un basculement décisif : l'Irak a su vaincre militairement Daech et relever le défi des élections législatives et de l'alternance politique. Malgré les difficultés, le déroulement pacifique, dans les délais prévus par la Constitution, du processus électoral, un an après la victoire militaire contre Daech, témoigne du relèvement du pays. Nous nous félicitons de ces progrès et de la nomination des nouvelles autorités irakiennes. La formation du gouvernement a démontré, malgré un contexte régional et social tendu, le sens de la responsabilité des différents acteurs dans cette période de transition. Les personnalités compétentes qui ont émergé, dont celle du Premier ministre, sont des atouts solides pour l'avenir. Nous espérons que la confirmation des huit ministres restants aura lieu rapidement.

Le nouveau gouvernement irakien doit pouvoir s'atteler sans attendre à la feuille de route des réformes électorales, à des réformes économiques et financières ainsi qu'à une réforme du secteur de la sécurité, qui sont indispensables.

2. Pour que se poursuive cette dynamique porteuse d'espoir, beaucoup reste à faire - c'est là mon deuxième point : tout d'abord, la stabilité de l'Irak pour prévenir toute résurgence de Daech est un enjeu majeur pour la région et pour notre propre sécurité nationale. Nous resterons mobilisés dans la lutte contre le terrorisme aux côtés des forces de sécurité irakiennes et en soutien à l'action de la coalition internationale contre Daech pour mettre un terme définitif à cette menace persistante. Sur le terrain, l'Irak compte toujours près de 2 millions de déplacés internes, auxquels il faut continuer à porter assistance. L'objectif principal de la communauté internationale, qui est la stabilisation du pays, implique d'accompagner le retour volontaire et en sécurité des personnes déplacées, et d'assurer la sécurité, le déminage et le rétablissement des services de base, sans lesquels les perspectives d'un retour durable demeureront faibles.

Mais plus généralement, comme la France l'a constamment souligné, seule la réconciliation nationale et la mise en oeuvre d'une gouvernance inclusive qui serve les intérêts de toutes les composantes de la société irakienne permettront de venir à bout du terrorisme. La France a à coeur d'aider le nouveau gouvernement irakien à relever les défis de la réconciliation nationale et d'une gouvernance inclusive. Je tiens à souligner le caractère essentiel de la place des femmes dans le processus politique : la France appelle à des progrès en ce sens. Je tiens aussi à rappeler l'importance que la justice qui doit se montrer exemplaire et irréprochable en Irak, permette que tous les responsables de crimes soient jugés dans le respect du cadre de l'Etat de droit.

Nous encourageons également la poursuite des efforts pour la reprise des négociations avec Erbil, afin de régler les différends encore en suspens ; la stabilité du pays nécessite d'assurer aux Kurdes toute leur place au sein d'un Irak uni et respectueux de sa diversité. La France salue à cet égard les efforts mis en oeuvre par Jan Kubis, qui ont été décisifs pour remédier à la crise ouverte par le référendum d'indépendance.

Monsieur le Président,

La priorité que nous devons collectivement accorder à la reconstruction du pays est une des clés de l'avenir : l'Irak ne pourra durablement consolider ses institutions que si le gouvernement s'attelle rapidement à la mise en oeuvre du plan de reconstruction dressé lors de la conférence de Koweït, à laquelle toute la communauté internationale avait apporté son appui. Enfin, je veux rappeler que l'Irak ne pourra pas se reconstruire s'il est pris en otage par les tensions régionales ; la dissociation est un impératif, tant pour les responsables irakiens que pour les puissances extérieures.

3. Pour mon dernier point je souhaite rappeler que la France appuie pleinement les Irakiens pour faire face à ces défis, qui sont liés à leur souveraineté et à leur unité. La France a consacré près de 60Meuro en dons à l'Irak depuis 2017, auxquels s'ajoute un prêt budgétaire de 430Meuro. Cette aide s'articule autour de la réponse aux besoins humanitaires et du soutien à la stabilisation des territoires libérés de l'emprise de Daech. La France souhaite également apporter tout son soutien à l'Irak dans la phase de reconstruction qui s'ouvre et restera pleinement engagée auprès des Irakiens au cours des mois à venir.

Enfin, Monsieur le Président et j'en conclurai par là, je tiens à saluer le rôle joué par la MANUI sous la responsabilité de Jan Kubis, notamment au cours des derniers mois. L'Irak est aujourd'hui plus fort, plus inclusif, plus stable et nous pouvons collectivement remercier chaleureusement Jan Kubis pour sa contribution essentielle à ces progrès, et encourager la MANUI à garder le cap de l'appui prioritaire à la gouvernance et à la réconciliation nationale.

Je vous remercie./.